



oct. 2011

Dette, déficits publics ?

FAIRE RENDRE L'ARGENT AUX PROFITEURS !

La campagne redouble pour préparer l'opinion française, les travailleurs, les retraités, les jeunes à de nouveaux sacrifices au nom des déficits et de la dette publics. Le Plan Fillon n'est qu'un avant-gout malgré son injustice, notamment pour les mutualiste.

Le discours des politiciens, de ceux-là mêmes qui vident les caisses de l'Etat au profit des plus riches, est pourtant usé jusqu'à la corde : « nous vivrions au dessus de nos moyens ». Les 40% de Français qui ne sont pas partis en vacances peuvent en attester !

Mais les capitalistes passent à une nouvelle étape. L'attaque coordonnée des milieux financiers, du FMI, de la BCE et de l'UE, pays par pays, offre aux gouvernements nationaux la possibilité d'aggraver très lourdement leur politique « d'austérité », de casse des services publics et sociaux, d'amputation des salaires et pensions.

Le « sauvetage » européen de la Grèce se révèle ainsi être une saignée renvoyant le pays vers le sous-développement.

Le même jeu a lieu aux Etats-Unis. Obama, président « démocrate », défenseur présumé des pauvres, joue l'impuissance devant la droite extrême et les marchés. C'est lui-même

qui a distribué à la finance, aux grandes entreprises et au lobby militaro-industriel des sommes sans égales.

De Grèce, du Portugal, d'Espagne, d'Italie... : ce que l'on devrait plutôt entendre, c'est la montée des résistances populaires.

En France, dès la rentrée, le gouvernement, fort du chantage à la dette publique, prépare un nouveau tour de vis.

Mais comme en Grèce en 2009, en Grande-Bretagne en 2010, au Portugal en 2011: **il est hautement probable que l'essentiel de la sale besogne reviendra au président et à la majorité nouvellement élus aux élections de 2012, quelle que soit leur couleur.**

Dans la même perspective, en Espagne, Zapatero a convoqué des élections anticipées en novembre.

Les jeux politiques de la campagne électorale, les vagues promesses en l'air ne doivent pas détourner des vraies questions et de la lutte. Il n'y a même pas un an, nous étions des millions à défendre les retraites. Mesurons cette force !

Rien ne va plus au casino de la Bourse ? Tout irait mal pour tout le monde ? Ce n'est simplement pas la vérité.

Ces mêmes jours, 30 des 40 entreprises du CAC 40 ont rendu publics leurs résultats pour le premier semestre 2011 : des bénéfices en hausse de 6,5% ! En six mois, Total a gagné 6,7 milliards d'euros, la BNP-Paribas, 4,7 milliards, GDF-Suez, 2,7 milliards, EDF, 2,6 milliards en bonne part sur nos factures etc.

Les groupes capitalistes se repaissent de la « crise du capitalisme » et notamment des dettes publiques, aux Etats-Unis comme dans les pays d'Europe.

Là aussi, il faut simplement que la vérité se sache. Les déficits publics français, et donc la dette, sont intégralement issus des politiques, qui s'aggravent depuis 15 ans, de cadeaux au patronat, au capital et aux grandes fortunes.

Toutes ces déductions fiscales (baisse de l'impôt sur les plus hauts revenus, suppression de la taxe professionnelle, défiscalisation des heures supplémentaires etc...), les exonérations de cotisations sociales patronales, « compensées » par les contri-
.../...

LA CRISE: PAS POUR TOUT LE MONDE!

Prévision de dividendes pour les actionnaires des entreprises du CAC 40:

45 milliards d'euros pour 2011
contre 42 milliards pour 2010

Et il faudrait bientôt renflouer, à nouveau, les banques pour qu'elles continuent à spéculer?

Profits 2010:

BNP-Paribas: : 7,85 milliards d'euros

Société Générale: 3,92 milliards d'euros

DEXIA: 3 milliards d'euros envoyés en l'air depuis 2008!

*Ils vident les caisses avant
de nous faire les poches!*

buables, représentent 110 milliards d'euros par an (plus que le déficit budgétaire !). Sans compter le coût des mesures spéciales prises pour renflouer la finances et les trusts en 2008 et 2009.

Le scandale est là. Ensuite, l'Etat se dit obligé d'emprunter sur les marchés. A qui emprunte-t-il ? A ceux-là mêmes à que les gouvernements ont gratifié de ces cadeaux fiscaux et sociaux et en plus on leur sert de généreux intérêts !

Au nom de ça, nous devrions encore nous serrer la ceinture ? Non !

Les dépenses publiques et sociales n'augmentent pas, contrairement à ce qui est dit. La suppression de dizaines de milliers d'emplois dans les services publics sape les bases du développement du pays et nourrit le gâchis du profit capitaliste. Nous payons plus pour des services moins bons. La baisse des salaires, au nom de la compétitivité, écrase les qualifications et la consommation.

Dans les mois qui viennent, préparons-nous à dire non, puissamment non, pour rejeter les plans du pouvoir, avant comme après les élections de 2012.

Le pouvoir a entamé un petit jeu politicien avec son projet de loi visant à inscrire la fin des déficits budgétaires dans la Constitution, la soi-disant « règle d'or », faisant écho au « pacte européen pour l'euro ».

Depuis, le départ, tout le monde sait que la loi de Sarkozy ne sera pas votée parce qu'il manquera les voix des parlementaires de gauche nécessaires à la majorité requise des trois cinquièmes. Un jeu de rôle se met ainsi en scène avant les élections de 2012.

Pourtant, les gouvernements européens de droite ou « socialistes » poursuivent exactement la même politique antisociale. Les deux camps ont approuvé le traité de Lisbonne et s'inscrivent dans la politique capitaliste de l'UE. Avant les élections en France, ils voudraient nous faire croire qu'ils divergent sur le fond. Toutefois, Hollande et Aubry ont déjà donné des gages sur leur priorité à diminuer les déficits.

La manœuvre est habile et révélatrice. Sarkozy veut se faire passer pour « rigoureux » alors qu'il a creusé les déficits publics comme jamais, uniquement en cadeaux au patronat. Pour le coup, le PS a raison de le dénoncer mais en oubliant que Fabius en 2001 a commencé la baisse de l'impôt sur le revenu et que Aubry, avec sa loi dite des « 35 heures » a ouvert la voie à des exonérations sans précédent de cotisations sociales patronales.

La « règle d'or » permet de mettre en scène une opposition factice entre l'UMP et le PS (et leurs satellites). Le PS joue son rôle d'opposition. Ses candidats aux primaires sont bien prudents mais affirment leur volonté exprimée d'augmenter la CSG, de multiplier les emplois exonérés de « charges sociales ».

Belles perspectives pour 2012 : le pire ou le moins pire ! Ne nous laissons pas enfermer dans cette piètre alternative !

Les forces existent pour refuser tous les sacrifices que le pouvoir va nous demander ! Battons-nous pour de véritables ruptures !

- La dette publique est en grande partie infondée. Il faut la revoir.

- La nationalisation démocratique du secteur financier est une exigence primordiale.

- Ne laissons plus se creuser les déficits publics pour nourrir le profit capitaliste!

- Exigeons la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales ! Etablissons une fiscalité faisant contribuer justement hauts revenus et grandes entreprises à la mesure de leur capacité !

- La hausse des salaires, avec la hausse du SMIC à 1600 euros net et le rétablissement d'une échelle mobile reconnaissant les qualifications est une nécessité face au dumping social.

Assez des diktats du FMI (de Strauss-Kahn ou de Lagarde) et de l'UE ! Libérons-nous de la BCE en remettant en cause l'Euro.

Comblent les déficits ? Oui ! En prenant l'argent à ceux qui s'en repaissent !

JOURNEE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE—11 OCTOBRE—MANIFESTATION 14h00 REPUBLIQUE

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....